



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE**

MARSEILLE, le 26 MAI 2004

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Mme MARTINS

☎ 04.91.15.64.67

christiane.martins@bouches-du-rhone.pref.gouv.fr

n° 18-2004 A



A R R E T E

**imposant des prescriptions complémentaires à la
Société PROVENCE STOCK SERVICE
en ARLES**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**

VU le Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er},

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment son article 18,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2001 portant révision de l'article 65 de l'arrêté du 2 février 1998 précité,

VU les arrêtés des 4 juillet 1988, 7 novembre 1988, 8 octobre 1991, 15 juin 1999 et 9 mai 2000 autorisant la Société PROVENCE STOCK SERVICE à exploiter des installations de dépôts de produits agropharmaceutiques en ARLES - zone industrielle Nord,

VU l'arrêté n° 197-2003/2003-37 A délivré le 6 juin 2003 à la Société PROVENCE STOCK SERVICE portant sur la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit ou à proximité de son établissement,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 10 février 2004,

VU l'avis du Sous-Préfet d'ISTRES du 17 mars 2004,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 25 mars 2004,

CONSIDERANT que les activités exercées par la Société PROVENCE STOCK SERVICE répondent aux caractéristiques précisées à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 3 août 2001 susvisé,

CONSIDERANT en conséquence que la Société PROVENCE STOCK SERVICE doit respecter les dispositions dudit arrêté ministériel,

CONSIDERANT dès lors qu'il convient d'imposer à la Société PROVENCE STOCK SERVICE des prescriptions complémentaires relatives à la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit ou à proximité de son établissement situé en ARLES - zone industrielle Nord,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre en compte les résultats d'analyse de la première campagne de mesures et qu'il est donc nécessaire d'abroger les prescriptions de l'arrêté complémentaire du 6 juin 2003,

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des BOUCHES-du-RHONE,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - OBJET

La Société PROVENCE STOCK SERVICE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 11, rue Jacques Lieutaud - 13200 ARLES, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit ou à proximité de son établissement situé dans la zone industrielle Nord d'ARLES, dispositions prises en application de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié par l'arrêté du 3 août 2001.

ARTICLE 2 - RESEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

La définition du nombre, du lieu d'implantation et de la profondeur des forages est conforme aux conclusions de l'étude hydrogéologique réalisée par le bureau d'études BURGEAP et datée du 1^{er} décembre 2003 (n° de rapport : Rav.1312).

ARTICLE 3 - ANALYSE DES EAUX SOUTERRAINES

Article 3.1 - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage, le conditionnement et les analyses des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD X 31 615 de décembre 2000 ; ils seront pratiqués par les soins d'un organisme agréé de l'administration.

Article 3.2 - Nature et fréquence d'analyses

Les paramètres mentionnés ci-dessous seront analysés conformément aux méthodes de référence et normes en vigueur selon une fréquence semestrielle.

Paramètres	Norme d'analyse
Ph	NFT 90 008
DCO	NFT 90 101
DBO5	NFT 90 103
Cyanures totaux	ISO 6 703/2
HC totaux	NFT 90 114
HAP	NFT 90 115
Hydrocarbures aromatiques (BTEX)	
Pesticides organochlorés	

Article 3.3 - Résultats et suivi des mesures

Les résultats des analyses et de la mesure du niveau piézométrique seront transmis à l'Inspection des installations classées au plus tard **un mois** après leur réalisation avec :

- systématiquement, les commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable),
- le cas échéant, les origines d'une pollution constatée,
- les propositions de traitement éventuel.

Les calculs d'incertitudes (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures.

ARTICLE 4 - ECHEANCES

La prochaine campagne de mesure devra avoir lieu avant le mois de juin 2004.

ARTICLE 5

Les prescriptions de l'arrêté n° 197-2003/2003-37 A daté du 6 juin 2003, sont annulées.

ARTICLE 6

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

ARTICLE 7

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 8

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 9

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des BOUCHES-du-RHONE
 - Le Sous-Préfet d'ARLES
 - Le Maire d'ARLES
 - ✕ - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
 - Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile
 - Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
 - Le Directeur Départemental de l'Equipement
 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
 - Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
 - Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié et un extrait affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le **26 MAI 2004**



Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Emmanuel BERTHIER